Bertrand Badie, politologue : « La paix devrait être pensée comme un projet global d'émancipation humaine »

Dans son dernier ouvrage, « Par-delà la puissance et la guerre. La mystérieuse énergie sociale », le politologue Bertrand Badie montre comment les sociétés, les mobilisations citoyennes et les interdépendances mondiales bouleversent les relations internationales. Pour lui, la paix ne peut se réduire à l'absence de guerre : elle suppose la coexistence, la justice et la dignité. Cet entretien a été réalisé dans le cadre des rencontres de la Fondation Copernic « International : ce que peut le mouvement social ».

Publié le 6 novembre 2026


Rosa Moussaoui


Bertrand Badie à la Fête de l'Humanité, le 10 septembre 2023.
@ Julien Jaulin / Hanslucas

Bertrand Badie est politologue, spécialiste des relations internationales, professeur émérite à Sciences-Po Paris. Il est connu pour ses analyses critiques de la puissance, de la mondialisation et des transformations de l'ordre international ; ses travaux mettent

l'accent sur le rôle des sociétés, des inégalités, des dynamiques sociales dans les relations entre États.

Son dernier ouvrage paru, *Par-delà la puissance et la guerre. La mystérieuse énergie sociale* (Odile Jacob, 2026) explore le rôle croissant des forces sociales dans les relations internationales, au-delà des logiques traditionnelles de puissance et de conflit.

Vous décrivez un monde où les sociétés pèsent davantage et où les États ne suffisent plus à expliquer les dynamiques internationales…

Bertrand Badie, politologue, spécialiste des relations internationales

Avec la révolution des communications, chacun, chacune d'entre nous vit dans le monde, est immédiatement sensibilisé par les images qu'il reçoit du monde. Aujourd'hui, même si l'armée israélienne interdit l'accès à Gaza, des millions d'images venues de l'enclave palestinienne circulent. Là se manifeste ce que j'appelle l'appropriation sociale de l'international.

Rien de ce qui se passe dans le monde n'est désormais étranger à l'individu, conformément à ce que Victor Hugo signifiait en parlant de *« sympathie des âmes »*. Une internationale de la souffrance a pris forme : la souffrance palestinienne devient emblématique de toutes les souffrances. Je souffre donc je brandis un drapeau palestinien. Et c'est ainsi que ce drapeau flotte aujourd'hui en France dans les cortèges lycéens et étudiants.

Jamais le social n'a été aussi présent sur la scène internationale ! Nous sommes bien loin de l'époque où Raymond Aron nous enseignait que les relations internationales étaient l'affaire exclusive du diplomate et du soldat… Regardez le conflit qui oppose l'Iran à Israël et aux États-Unis. La grande question est dans cette inconnue : le peuple iranien, qui cumule souffrances sociales et bombardements, va-t-il se soulever ? Du point de vue du bouleversement des relations internationales et de la situation régionale, c'est bien plus important que « l'excursion » revendiquée par Donald Trump : l'engagement populaire devient déterminant.

Vous dites souvent de la paix qu'elle n'est pas la non-guerre. Qu'est-elle alors ?

Nous sommes entrés, à partir de la Renaissance, dans une séquence historique où la guerre s'est trouvée au cœur de la construction politique. Dans cette vision du monde, la paix n'existe que comme le contraire de la guerre : notre imaginaire politique est structuré par la guerre davantage que par la paix.

Cette situation résulte d'un véritable pacte historique entre l'État moderne et la guerre. Le sociologue et historien américain Charles Tilly résumait cela par la formule célèbre : *« State making, war making »*. Il voulait dire ainsi que l'État-nation moderne s'est

construit grâce à la guerre. C'est à travers elle qu'il a levé l'impôt, développé sa bureaucratie, renforcé son autorité et mobilisé ses populations.

La souveraineté et la sécurité, qui sont devenues les deux grands principes de l'État moderne, ont longtemps été étroitement liées à la guerre. Machiavel avait lui-même légitimé cette centralité de la guerre a en écrivant dans *Le Prince* que le seul art qu'un souverain devait parfaitement maîtriser était celui de la guerre. La guerre était considérée comme le fondement même de l'action politique.

« La paix est beaucoup plus complexe qu'un simple cessez-le-feu ; elle est plus que la "non-guerre". »

Ainsi, toute l'histoire européenne, puis euro-américaine, jusqu'au milieu du XXe siècle, peut être lue comme une chronique des guerres. Nous enseignons les grandes batailles, les conquêtes et les conflits. Mais qui connaît aujourd'hui les grands penseurs de la paix, comme l'abbé de Saint-Pierre ou Léon Bourgeois ? Presque personne.

Or, depuis 1945, cette logique fonctionne de moins en moins. Les guerres ne produisent plus les résultats que l'on en attendait autrefois. Bien souvent, les plus puissants ne parviennent plus à imposer leur volonté aux plus faibles. Le concept même de rapport de force devient insuffisant pour comprendre les conflits contemporains.

Sur le même thème



« Ce que vous faites est remarquable » : depuis sa prison, Mumia Abu-Jamal adresse un message aux lycéens français en lutte

À partir de là, une évidence s'impose : la paix est beaucoup plus complexe qu'un simple cessez-le-feu ; elle est plus que la « non-guerre ». Pour comprendre ce qu'elle est réellement, il faut revenir à Aristote, qui est selon moi le seul grand penseur à en avoir proposé une véritable définition. Pour lui, la paix, c'est la coexistence : non pas la

« coexistence pacifique », expression qui conserve encore l'idée d'une méfiance réciproque, mais la coexistence tout court, la conviction que je peux vivre avec celui qui est différent de moi, et même que j'y ai intérêt. Autrement dit, reconnaître que l'autre n'est pas seulement tolérable, mais qu'il constitue une source d'enrichissement.

C'est cette idée profonde que la tradition politique occidentale a largement oubliée, notamment sous l'influence d'une pensée davantage préoccupée, de Hobbes à nos jours, par la sécurité que par la coexistence.

Qu'implique cette conception de la paix comme coexistence ?

Si l'on adopte cette définition, la paix ne consiste plus seulement à empêcher les guerres. Elle suppose de créer les conditions permettant aux êtres humains de vivre ensemble, dans la justice et la dignité. Elle ne dépend pas seulement de l'absence de menaces militaires ; elle suppose que les individus soient libérés de la peur et de la précarité. La paix devrait être pensée comme un projet global d'émancipation humaine.

Et je le dis volontairement de manière provocatrice : la paix n'est pas le pacifisme, qui consiste à refuser toute forme de recours à la force, quelles qu'en soient les circonstances. Car l'histoire montre que certaines situations rendent cette position moralement intenable. Je pense au massacre de Sharpeville, en Afrique du Sud, en 1960.

Cet événement conduit Nelson Mandela, pourtant profondément attaché à la non-violence, à considérer qu'il devenait nécessaire de créer une branche armée du Congrès national africain pour lutter contre l'apartheid. Le pacifisme en France, en 1940, était une posture honteuse. Tout comme en Algérie pendant la guerre de décolonisation ou en Ukraine aujourd'hui.

La paix est donc beaucoup plus exigeante que l'absence de conflit. Elle est un travail permanent d'accomplissement de l'humanité.

Les effets de la guerre en Ukraine et des guerres au Moyen-Orient structurent notre quotidien. Comment articuler les revendications sociales avec le combat pour une issue diplomatique aux conflits ?

Une révolution majeure est intervenue dans les relations internationales : aujourd'hui, le système a pris le dessus sur les acteurs. Pendant des siècles, les relations internationales ont été pensées comme le produit de l'action des États, et plus particulièrement des États les plus puissants. La puissance permettait d'imposer sa volonté. L'acteur dominait le système.

Mais nous sommes entrés dans un autre monde : désormais, même les acteurs les plus puissants sont prisonniers du système. Ils en dépendent et ne peuvent plus agir librement comme autrefois. La première puissance militaire du monde peut mobiliser des moyens gigantesques, dépenser des centaines de milliards de dollars pour sa

défense, et pourtant se retrouver limitée dans son action par des mécanismes qui la dépassent.

Pourquoi ? Parce que dans un monde interdépendant, ce qui est déterminant, c'est moins la puissance que la capacité de nuisance. Alors que la puissance relevait de l'action d'un acteur particulier, la nuisance agit sur l'ensemble du système en provoquant des perturbations qui touchent tout le monde.

Sur le même thème



Présidentielle 2027 : ingérences étrangères, tentatives de déstabilisation… la France sous influence ?

C'est pourquoi les conflits contemporains ne sont pas nécessairement mondiaux, mais ils sont mondialisés : leurs effets se répercutent partout à travers les marchés de l'énergie, les échanges économiques, les chaînes d'approvisionnement ou les équilibres politiques. Ils affectent aussi les liens sociaux, les représentations, les appartenances et les opinions.

Dans un tel contexte, aucun acteur, même très puissant, ne peut prétendre contrôler seul les conséquences d'un conflit. C'est là que les sociétés deviennent essentielles. Les gouvernants raisonnent selon une logique de compétition politique, de puissance ou de préservation de leurs positions. Les sociétés, elles, sont directement confrontées aux conséquences systémiques des crises.

Elles sont donc mieux placées pour percevoir les véritables enjeux de l'interdépendance mondiale, et elles ont la capacité d'exercer une pression sur les pouvoirs politiques pour qu'ils prennent en compte ces interdépendances et recherchent des solutions diplomatiques plutôt que des réponses strictement militaires. Cela ne signifie pas que toute mobilisation sociale est forcément positive. Les réactions des sociétés peuvent produire le meilleur comme le pire. Mais elles constituent aujourd'hui un élément essentiel de la vie internationale.

Prenons l'exemple de la menace russe.

La Russie de Vladimir Poutine représente effectivement un risque sérieux pour l'Europe. Mais face à ce défi, nous commettons une erreur d'analyse : nous raisonnons encore avec les catégories du passé. Nous répondons mécaniquement par l'augmentation des budgets militaires, l'achat d'armes et le renforcement des capacités conventionnelles. Or, il faut se demander si ces instruments sont réellement adaptés aux formes contemporaines de la conflictualité.

Comment la Russie exerce-t-elle son influence en Europe ? Par des mécanismes de déstabilisation sociale : soutien à certains mouvements politiques, diffusion de fausses informations, cyberattaques, exploitation des divisions internes, affaiblissement de la confiance publique. Face à ces phénomènes, les chars ou les missiles apportent une réponse décalée. Les véritables ressources de résistance se trouvent ailleurs : dans la qualité de l'information, la solidité des institutions démocratiques, la cohésion sociale, l'esprit critique des citoyens ou encore la vitalité du débat public.

Par ailleurs, la diplomatie du XXIe siècle ne peut plus être uniquement l'affaire des États ni la défense étroite des intérêts nationaux. Elle doit devenir une diplomatie des interdépendances, capable de relier les sociétés, de traiter les enjeux globaux et, surtout, de prévenir les crises avant qu'elles ne dégénèrent.

Le mouvement altermondialiste et les forums sociaux constituaient un espace de coordination internationale des mouvements sociaux. Voyez-vous aujourd'hui des leviers pour relancer une telle dynamique ?

Oui, mais cela suppose d'abord un travail beaucoup plus profond qu'on ne l'imagine. D'abord, je dirais, de manière presque solennelle, qu'il faut que la gauche se réveille et retrouve une pensée internationale. Ce qui me frappe aujourd'hui, ce n'est pas simplement que l'on pense peu à droite ou à l'extrême droite ; ce qui m'inquiète davantage, c'est que l'on ne pense plus à gauche. Les partis, les syndicats, les associations qui se réclament de la gauche ne retrouveront de l'influence que s'ils sont capables de proposer un horizon, un imaginaire, une vision de l'avenir réellement rénovés.

Pendant longtemps, les mouvements progressistes ont su faire rêver. Ils portaient des promesses d'émancipation, des projets de société, des perspectives historiques. Aujourd'hui, cette capacité s'est affaiblie. Or, quand une société cesse de rêver, elle devient vulnérable aux replis identitaires. C'est pourquoi la première tâche consiste à redonner une direction, une espérance, une « étoile » à suivre.

« Quand une société cesse de rêver, elle devient vulnérable aux replis identitaires. »

Pour ma part, je suis très sensible au concept de « mondialité » développé par Édouard Glissant. Cette idée me paraît particulièrement féconde. Elle permet de penser un

monde fondé non pas sur l'uniformité, mais sur la relation, l'interdépendance et la reconnaissance mutuelle des différences. J'aimerais que les forces progressistes se réapproprient cette pensée de la mondialité. C'est à cette condition qu'elles pourront à nouveau mobiliser les jeunes générations et leur proposer un projet à la hauteur du monde contemporain.

Mais cette reconstruction intellectuelle ne suffit pas. Un immense travail culturel et éducatif doit être accompli pour faire émerger de nouveaux horizons collectifs. Si nous parvenons à combiner une vision mobilisatrice et une véritable éducation à l'interdépendance mondiale, le reste viendra beaucoup plus naturellement.

Je crois enfin au rôle particulier de la jeunesse et des étudiants. C'est le seul moment de la vie où l'on dispose à la fois du temps, de la liberté et de la disponibilité nécessaires pour penser au-delà de ses intérêts immédiats et développer une vision véritablement universelle. C'est là que peuvent naître les grands mouvements de solidarité et les engagements durables.

Être le journal de la paix, notre défi quotidien

Depuis Jaurès, la défense de la paix est dans notre ADN.

- Qui informe encore aujourd'hui sur **les actions des pacifistes** pour le désarmement ?
- Combien de médias rappellent que **les combats de décolonisation** ont encore cours, et qu'ils doivent être soutenus ?
- Combien valorisent les **solidarités internationales**, et s'engagent sans ambiguïté aux côtés des exilés ?

Nos valeurs n'ont pas de frontières.

Aidez-nous à soutenir le droit à l'autodétermination et l'option de la paix.
Je veux en savoir plus !